

CONTRAT-CADRE

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses CFF

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

Infrastruktur, Ausbau- und Erneuerungsprojekte,
Engineering, Bahnzugang und Technische Anlagen,
Region Ost, Bahnzugang und technische Gebäude
Vulkanplatz 11 / Postfach
8048 Zürich

(ci-après «CFF SA»)

et

Partenaire contractuel

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

Contrat-cadre Assetmanagement next Generation

Informations complémentaires

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	I-AEP-ENG-BZT-ROT-BAT, matthias.moehrle@sbb.ch
Numéro de contrat	-----
Numéro de commande	cf. commande correspondante
Numéro de projet	divers

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat-cadre pour les petits mandats de planification
Date Version Modèle	14.05.2021
Nom du fichier:	A1_Contrat-cadre pour les petits mandats de planification.docx

1. Objet du contrat

L'entreprise exécute sur commande de CFF SA des petits mandats en matière de -----.

Les différents mandats sont sollicités d'un appel sur contrat dans SAP.

L'entreprise ne peut prétendre à un certain volume de commande.

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) la commande concrète et le présent contrat-cadre, y compris les annexes conformément au chiffre -----;
- b) les Conditions générales de CFF SA relatives aux prestations de planification, édition mai 2021 (CG-PPL);
- c) les résultats de la mise au net du date de l'offre et du descriptif de prestations;
- d) l'offre de l'entreprise et le descriptif des prestations du date;
- e) le descriptif des prestations de CFF SA du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Rémunération

3.1. Montant convenu par contrat

Le montant des commandes est limité à CHF ---- (hors TVA) au maximum.

A partir d'un montant total de commande de CHF ---- (hors TVA), l'entreprise accorde un rabais de --%.

3.2. Type de rémunération

Rémunération en fonction du temps consacré avec plafond de coûts.

Le taux horaire moyen s'élève à ---- francs hors TVA:

3.3. Remboursement des frais accessoires

Les frais accessoires usuels, tels que ceux de copies, de déplacement directement lié à la tâche confiée, etc., sont compris dans les honoraires convenus.

D'autres frais accessoires occasionnés par des situations imprévisibles (dossiers liés aux documents d'approbation des plans ou aux documents de soumission et autres dossiers de composition particulière énumérés ci-après) sont remboursés en fonction des dépenses effectives.

La TVA doit être expressément indiquée.

3.4. Renchérissement

Il n'est procédé à aucune adaptation au renchérissement.

La réglementation suivante s'applique en matière d'adaptation au renchérissement: SIA 126 Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations de mandataires.

Le jour de référence suivant s'applique: Date (dernier jour pour la remise de l'offre).

4. Modalités de paiement

4.1. Facturation

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat. Des synthèses vérifiables des prestations fournies leur seront jointes. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat («Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures doivent être établies à l'adresse comptable suivante:

Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Créanciers Infrastructure
Poststrasse 6
3000 Berne 65
Suisse

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

L'entreprise traite les processus de commande et de facturation avec CFF SA par voie électronique, via une plate-forme définie par CFF SA, conformément à l'annexe «Convention avec CFF SA concernant le raccordement électronique». CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

4.2. Délai de paiement

La facturation a lieu après la fourniture/réception de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

4.3. Escompte

Un escompte de -----% est déduit de chaque paiement effectué dans les délais. L'escompte s'applique à toutes les factures de l'entreprise, y compris aux éventuels avenants.

5. Délais

5.1. Délai de remise du décompte final de l'entrepreneur

L'entreprise transmet à CFF SA sa version révisée du décompte final de l'entrepreneur au plus tard 10 jours après avoir reçu celui-ci.

5.2. Délai de remise de la documentation finale

L'entreprise transmet la documentation finale complète dans un délai de 90 jours à compter de la réception des prestations de l'entrepreneur.

6. Durée du contrat et résiliation

6.1. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour cinq ans à compter de la signature. Chacune des parties peut le résilier par écrit pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de 3 mois.

6.2. Conséquences de la résiliation du contrat

En cas de résiliation du présent contrat, celui-ci continue à s'appliquer tel quel jusqu'à la réalisation des prestations commandées avant la résiliation.

7. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

7.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs. En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

7.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes de CFF SA spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

7.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

7.4. Critères d'aptitude médicale et psychologique

L'entreprise et les tiers mandatés par celle-ci veillent à ce que leur personnel se conforme aux prescriptions sur les critères d'aptitude médicale et psychologique selon le récapitulatif figurant à l'annexe

7.5. Ordonnance sur le courant fort

L'entreprise fait en sorte que le service et les travaux sur les installations à courant fort soient exécutés exclusivement par des personnes compétentes ou instruites (art. 67 de l'ordonnance sur le courant fort, RS 734.2).

8. Assurances

9. Assurance responsabilité civile d'entreprise

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance responsabilité civile d'entreprise ou professionnelle couvrant les dommages matériels et corporels ainsi que les dommages pécuniaires résultant de ces derniers pour toute la durée du contrat.

Le montant garanti s'élève à au moins CHF 5 millions par sinistre et par année civile.

10. Droits de la propriété intellectuelle

10.1. Droits de la propriété intellectuelle et prétentions liées à la concurrence déloyale

L'entreprise s'engage, lors de la remise des résultats de ses travaux ou de ses ouvrages, à disposer de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle relatifs aux ouvrages contractuellement dus. Elle garantit qu'aucun droit de tiers (notamment les droits de la propriété intellectuelle et les prétentions liées à la concurrence déloyale) n'est violé. Si une action est intentée contre CFF SA par des tiers après la réception de l'ouvrage (notamment en raison de l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle et/ou de prétentions liées à la concurrence déloyale), l'entreprise s'engage à exonérer CFF SA des frais y afférents et à la dédommager intégralement.

CFF SA a le droit d'utiliser, de développer, de modifier et de reproduire les résultats des travaux de l'entreprise.

Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, CFF SA est autorisée à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux elle-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. CFF SA bénéficie des mêmes droits lorsque le contrat prend fin prématurément.

L'entreprise transfère à CFF SA l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle et des prétentions liées à la concurrence déloyale en rapport avec les résultats des travaux/ouvrages réalisés ou remis conformément au présent contrat. CFF SA a notamment le droit de continuer à utiliser les résultats des travaux/les ouvrages sans restriction, notamment de les mettre à la disposition de tiers, de les reproduire, de les publier, de les modifier ou de les compléter. L'indemnisation liée au transfert de ces droits est comprise dans la rémunération.

11. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en 1 exemplaire. Les documents doivent être disponibles en allemand et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants:

.docx, .xls, .dwg, .jpg, pdf etc.

12. Conventions particulières

12.1. Changement de contrôle

L'entreprise informe CFF SA sans délai et par écrit de tout changement de contrôle imminent. Sont notamment considérés comme des changements de contrôle le transfert direct ou indirect d'au moins 50% du capital-actions ou des droits de vote de l'entreprise à un tiers, la fusion ou toute autre association de l'entreprise avec un tiers, le transfert d'actifs essentiels prévus pour le présent contrat à un tiers par l'entreprise ainsi que toute autre prise de contrôle sur l'activité de l'entreprise par un tiers. Les restructurations internes au groupe ne sont pas considérées comme un changement de contrôle au sens du présent chiffre.

En cas de changement de contrôle, CFF SA est en droit de résilier le présent contrat sans verser d'indemnités. Les parties renoncent mutuellement à la compensation du préjudice issu de la caducité du contrat.

12.2. Utilisation correcte du matériel informatique, des logiciels, d'Internet et des courriels

L'instruction du groupe CFF «Utilisation des outils IT et des données commerciales» (K 400.21) doit être respectée par analogie par l'entreprise.

12.3. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées:

Pour CFF SA:	Nom:	Matthias Möhrle
	Tél.:	+41 79 223 08 28
	e-Mail:	matthias.moehrle@sbb.ch

Pour l'entreprise:	Nom:	-----
	Tél.:	-----
	e-Mail:	-----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

12.4. Interdiction de débauchage

Le débauchage de collaborateurs de CFF SA en charge de la fourniture des prestations régies par le présent contrat pendant la durée de ce dernier et pendant un an après la fin du contrat requiert l'accord préalable écrit de CFF SA.

12.5. Commandes de l'entreprise

Dans le cadre des contrats gérés par ses soins, l'entreprise est en droit d'attribuer au cas par cas des prestations et des livraisons uniques et finales d'un montant maximal de 5000.- (hors TVA). Elle en informe immédiatement CFF SA.

12.6. Respect d'un code social et de conduite (p.ex. amfori BSCI ou similaire)

L'entreprise est tenue de soumettre chacune de ses productions à un audit selon le code social et de conduite amfori BSCI, dans un délai d'un an, si elle produit dans un pays figurant dans la liste de pays à risques d'amfori BSCI. Si le pays figure sur la liste des pays à risque faible, les conditions de mise en œuvre pour le respect du code de conduite amfori BSCI doivent être signées néanmoins, mais un audit social n'est pas impératif. CFF SA se réserve toutefois le droit de faire effectuer des audits sociaux également auprès des producteurs situés dans des pays à risque faible.

Si les fabricants devaient obtenir des résultats insuffisants à l'audit social (résultat C ou inférieur), les mesures nécessaires pour améliorer la situation sont élaborées et mises en œuvre selon un calendrier défini avec le concours d'une entreprise accréditée.

Si l'audit social n'est pas réussi dans un délai d'un an, CFF SA se réserve le droit de résilier de manière anticipée le contrat en cours sans indemniser l'entreprise. CFF SA peut également résilier le contrat en cours de manière anticipée sans indemniser l'entreprise si le résultat de l'audit est insuffisant trois fois (résultat C ou inférieur, audit initial compris) ou si les mesures définies sur la base du rapport d'audit précédent ne sont pas couronnées de succès.

Des codes ou certifications équivalents au code social et de conduite amfori BSCI (tels que SA8000) sont acceptés en guise d'alternative. Il appartient à l'entreprise d'en démontrer l'équivalence.

13. Forme écrite

Pour être valables, la conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent, au choix de CFF SA, soit une signature manuscrite, soit une signature électronique (définie par CFF SA, p. ex. DocuSign).

14. Droit applicable

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

15. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Berne.

16. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- 1) Modèle de commande et de facture
- 2) Déclaration de respect des conditions de Participation
- 3) Critères d'aptitude médicale
- 4) Instruction du groupe relative au traitement des outils de travail informatiques et des données commerciales (K 400.21)
- 5) Sécurité de l'information / Cybersécurité

17. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

18. Signatures

Pour CFF SA

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction